

L'autorisation environnementale

Phase de décision Contentieux



Crédit photo : Arnaud Bouissou/MEEM

Grille de lecture :

- Le délai global d'instruction est suspendu en cas de demande de compléments ou de tierce expertise
- La procédure est interrompue en cas de rejet du dossier

Possibilité de
rejet

Légende

- Étape obligatoire
- Étape optionnelle

Silence vaut rejet

**Phase
amont**

**Phase amont,
dont certificat
de projet
(optionnel)**

**Phase
d'examen**

**Phase d'enquête
publique**

Phase de décision

Phase de recours

Dépôt
de dossier
par le pétitionnaire

Examen du
dossier

Consultations
obligatoires
et pour avis
conforme

Conduite
de l'enquête
publique et avis
des collectivités
locales

Production du
rapport sur la
demande
d'autorisation

Information de la
commission
départementale
consultative

Publication de
l'arrêté
d'autorisation

Recours

**2 mois pour délivrer le
certificat de projet - 3
mois si motivé**

4 mois
(5 mois si consultation
pour avis conforme ou
avis de l'autorité
environnementale au
niveau national)

3 mois

2 mois
(3 mois si consultation -
facultative- de la
commission
départementale
consultative)

4 mois



Présentation générale

- Comme en phase d'examen, les services de l'État (service coordonnateur, services contributeurs) participent à l'élaboration de l'arrêté d'autorisation (prescriptions...)
- **Information systématique** des comités départementaux (CODERST, CDNPS) mais leur **consultation** devient **facultative (rapport du commissaire enquêteur + résumé non technique)**
- Durée de la phase : 2 mois, ou 3 mois si le CODERST / CDNPS est consulté
- Au-delà de ce délai : silence vaut rejet

Contenu de l'arrêté de l'autorisation environnementale

Contenu arrêté

Article L.181-12

- « **Art. L. 181-12.** - L'autorisation environnementale fixe les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4.
- « Ces prescriptions portent, sans préjudice des dispositions de l'article L. 122-1-1, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé.
- « Elles peuvent également porter sur les équipements et installations déjà exploités et les activités déjà exercées par le pétitionnaire ou autorisés à son profit lorsque leur connexité les rend nécessaires aux activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. »

Objet : Contenu minimum de l'arrêté préfectoral d'AEU

Enjeux :

Objectifs de protection des intérêts protégés et respect des règles de fond

Prescriptions sur la vie d'un AIOT (de sa réalisation à sa cessation)

AEU = autorisation au sens de l'évaluation environnementale ► intégration de mesures ERC

Intégration des prescriptions des équipements, installations et activités connexes ou proches

Grille de lecture :

- Le délai global d'instruction est suspendu en cas de demande de compléments ou de tierce expertise
- La procédure est interrompue en cas de rejet du dossier

Possibilité de
rejet

Légende

- Étape obligatoire
- Étape optionnelle

Silence vaut rejet

**Phase
amont**

**Phase amont,
dont certificat
de projet
(optionnel)**

**2 mois pour délivrer le
certificat de projet - 3
mois si motivé**

**Phase
d'examen**

Dépôt
de dossier
par le pétitionnaire

Examen du
dossier

Consultations
obligatoires
et pour avis
conforme

4 mois
(5 mois si consultation
pour avis conforme ou
avis de l'autorité
environnementale au
niveau national)

**Phase d'enquête
publique**

Conduite
de l'enquête
publique et avis
des collectivités
locales

3 mois

Phase de décision

Production du
rapport sur la
demande
d'autorisation

Information de la
commission
départementale
consultative

2 mois
(3 mois si consultation -
facultative- de la
commission
départementale
consultative)

Publication de
l'arrêté
d'autorisation

4 mois

Phase de recours

Recours



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère
de l'Environnement,
de l'Énergie
et de la Mer

Le régime de contentieux de l'autorisation environnementale

- 1) Présentation générale du régime de contentieux de l'autorisation environnementale
- 2) Contentieux
- 3) Pouvoirs du juge
- 4) Réclamation

Régime de contentieux

- **Régime contentieux unifié et clarifié** : délai de recours unique de **4 mois** pour les tiers, interruptible 2 mois en cas de recours gracieux ou hiérarchique
- Extension du « **plein contentieux** »
 - aux décisions relevant des régimes intégrés
 - aux décisions de rejet en phase d'examen
 - à la décision d'initier une tierce expertise
 - aux décisions de prolongation, renouvellement et transfert (clarification de l'existant)
- Pouvoirs du juge administratif
 - D'annuler seulement une **partie** de la décision ou une **phase** de la procédure
 - De permettre la **régularisation** d'un point de la procédure
- « **Réclamations** » : possibilité d'un recours administratif après la mise en service afin de contester « l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation » qui se substitue au recours contentieux après mise en service

Contentieux

Rappel préalable sur les types de recours contentieux

- **Recours pour excès de pouvoir (REP) :**

= contrôle dit « normal » du juge ► risque d'annulation de la décision en raison d'illégalité

Pour juger, le juge se place à la date de l'adoption de la décision litigieuse.

- **Recours de plein contentieux (RPC) ou recours de pleine juridiction (RPJ) :**

Pouvoirs étendus du juge : annulation, injonctions, réformation de la décision de l'administration.

Pour juger, le juge se place à la date du jugement du litige.